

Voëu au CSA départemental déposé par la FSU 92, la CGT Educ'action 92, Sud Education 92, le SN-FO-LC 92 , et le SGEN-CFDT 92

Le 19 janvier dernier, les salarié·es de ce pays, et avec eux·elles les enseignant·es, ont clairement exprimé leur refus de voir allonger l'âge de départ à la retraite à 64 ans et le prolongement de la durée de cotisation. Alors que deux millions de salarié·es ont manifesté leur opposition à la réforme du Président Macron proposé par la première ministre Borne, cette dernière poursuit son plan de liquidation. Nous serons de nouveau en grève le 31 janvier, et soutiendrons l'ensemble des collègues qui, d'ici là, organisent des assemblées générales, des débrayages, des rassemblements contre la contre-réforme Macron-Borne.

Comment imaginer travailler plus longtemps quand, de plus, nos conditions de travail sont année après année toujours plus dégradées ? Cette année encore, la DHG des Hauts-de-Seine subit une véritable saignée. Le prétexte démographique est un alibi pour retirer des heures et des postes (environ 800 élèves perdus en collège pour environ 300 élèves gagnés en lycée et plus de 1000 Heures poste supprimées). Nous refusons toute nouvelle suppression de moyens et nous exigeons qu'en collège les divisions ne dépassent pas les 24 élèves, qu'en lycée elles ne dépassent pas les 30 élèves.

Nous demandons le retrait du plan technologie annoncé par le ministre, les heures de technologie doivent rester en sixième. L'enseignement des sciences ne doit pas être pénalisé pour des heures supplémentaires de français et de mathématiques, mesure qui ne palie même pas les errances des politiques destructives appliquées antérieurement.